



Conférence de haut niveau sur:

L'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique: les défis du changement climatique

Syrte, Jamahiriya Arabe Libyenne, 15-17 décembre 2008

Rapport national d'investissement

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

RÉSUMÉ:

Située au cœur du continent africain, la République centrafricaine (RCA) est un pays enclavé n'ayant aucun accès à la mer et d'une superficie totale de 622 980 km². Elle partage ses frontières avec le Tchad au nord, le Soudan à l'est, la République démocratique du Congo et le Congo au sud, et le Cameroun à l'ouest. En 2005, la population était estimée à plus de 4 millions. Elle reste majoritairement rurale (56%).

La RCA dispose d'un réseau hydrographique très dense comprenant les eaux provenant des bassins du lac Tchad et du Congo. Les ressources en eau renouvelables sont estimées à 144,4 milliards de m³ par an. Avec un potentiel en terres irrigables estimé à 1 900 000 ha, la superficie totale avec contrôle de l'eau est tout juste de l'ordre de 635 ha. Par ailleurs, la République centrafricaine dispose d'un énorme potentiel en terres cultivables estimé à 15 millions d'hectares dont seulement 3,2% sont mis en culture, soit environ 2 millions d'hectares.

La production agricole essentiellement pluviale est destinée à l'autoconsommation avec des déficits alimentaires sans cesse croissants. La production nationale étant insuffisante, les importations alimentaires sont d'année en année croissante, passant de 22,5 à 27 millions de dollars dans la période de 2002 à 2004. Ces importations restent cependant insuffisantes pour assurer la sécurité alimentaire de la population et la sous-nutrition concernait en 2001-2003 44% de la population.

Actuellement, le portefeuille des projets en cours est relativement réduit en nombre et en volume de financement. Beaucoup de projets de développement sont sur le point de s'achever et peu de nouveaux projets ont dépassé le stade de la préparation. Les derniers projets mis en place concernent essentiellement les besoins d'urgence et de reconstitution des capacités productives, suite aux destructions de 2002 et 2003.

Cependant, au cours des dernières années, le gouvernement, avec l'appui des bailleurs de fonds et institutions internationales, a élaboré des politiques et stratégies de développement des secteurs stratégiques tels que l'eau, l'agriculture et l'énergie ce qui pourrait permettre une reprise de l'assistance extérieure. Ces différents documents donnent les principales orientations politiques et stratégiques de développement de secteurs cités. Pour les secteurs de l'agriculture il est notamment prévu l'accroissement de l'investissement dans le sous-secteur y compris l'agriculture irriguée (environ 8 000 ha) à moyen terme ; pour le secteur de l'énergie il s'agira de diversifier les sources d'énergie, de réhabiliter les centrales hydroélectriques existantes et de développer l'électrification rurale.

Les besoins en investissements selon les différentes estimations sont de l'ordre de 199 millions de dollars, dont 100 millions, 67 et 32 millions respectivement pour le court, moyen et long terme.

1. CONTEXTE

1.1 AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Agriculture

L'économie centrafricaine repose essentiellement sur le secteur agricole qui emploie près de 68% de la population active et représente 56% au Produit Intérieur Brut (PIB) en 2005-2006. Sur un potentiel en terres cultivables de 15 millions d'hectares, moins de 2 millions sont mis en culture, soit 3,2% du territoire national. Les pâturages, d'un potentiel de 16 millions d'hectares sont également sous-exploités avec actuellement 2,9 millions de têtes de bovins pour un potentiel de 5 millions. Le potentiel forestier est de 3,8 millions ha, dont 3,2 millions sont déjà attribués pour l'exploitation.

Bien qu'une partie de la production agricole soit destinée à l'exportation, notamment le coton, le café et le tabac, ce secteur reste marqué par l'autosubsistance. En effet, environ 60% des productions vivrières sont destinées à l'autoconsommation. La principale culture vivrière est le manioc, qui est inclus dans la plupart des assolements, suivi de l'arachide, des céréales (maïs, mil, sorgho, riz), du sésame, des courges, des légumes secs et des bananes. L'impact négatif de la réforme agraire de 1970 sur les cultures vivrières, la fluctuation des prix des cultures d'exportation et la grave crise économique et financière des années 1990 à 1993 avaient anéanti une agriculture déjà essoufflée et peu productive. Sous l'impulsion en 1993 du redressement des cours mondiaux du café et du coton et de la dévaluation du franc CFA, la reprise est effective depuis 1994. Le secteur agricole est indirectement affecté par les mutineries qui ont interrompu l'assistance traditionnelle de l'État en matière d'intrants et de crédits d'accompagnement et par l'effet de la baisse des activités de commercialisation et de transport des produits vivriers et d'exportation.

Le système agraire dominant est la polyculture semi-itinérante avec des exploitations moyennes de 1,5 à 2 ha, des méthodes culturales traditionnelles très peu productives et des types d'assolement associant le coton, le manioc et les céréales en zone de savane, le café et le manioc en zone forestière et les céréales seulement en zone sahélienne. Sans tenir compte des activités ménagères, la femme contribue pour 60% à l'ensemble des activités agricoles et extra-agricoles de l'exploitation, et pour 72% environ aux activités liées à la production agricole. Malgré son rôle primordial dans la production, elle a difficilement accès aux intrants, au crédit, aux innovations techniques et à la formation.

L'activité agricole en milieu rural, malgré les conditions agro-écologiques favorables dont elle bénéficie, présente des performances très faibles. Pendant trois décennies, les sous-secteurs agriculture et élevage ont connu une croissance annuelle moyenne faible de l'ordre de 2%.

Irrigation et contrôle de l'eau

Le potentiel irrigable n'a pas encore été inventorié mais l'importance des plaines alluviales hydromorphes permet de l'estimer à quelques 1,9 millions ha. Selon les estimations de la FAO AQUASTAT en 1987, la superficie irriguée était de 135 ha soit 0,01% de la surface cultivée, la superficie totale avec contrôle de l'eau est estimée à 635 ha. Selon le Ministère de l'Agriculture centrafricain, la superficie irriguée aurait atteint environ 225 ha en 1996. La production irriguée occupe donc une place insignifiante dans l'agriculture centrafricaine.

D'une manière générale la valorisation des ressources en eau est très limitée en République Centrafricaine. En effet, selon les estimations de la FAO, les ressources en eau renouvelables en 2000 sont estimées à 144,4 milliards de m³/an tandis que le prélèvement total en eau est seulement de 25 millions de m³/an. Un million est utilisé pour l'agriculture (4% du total des prélèvements), 20 millions pour les usages domestiques (80%) et 4 millions pour l'industrie (16%).

Ce faible niveau de développement de l'hydraulique agricole est dû au fait que la pluviométrie annuelle est suffisante pour le développement des cultures et que le problème de maîtrise de l'eau ne représente pas une contrainte majeure pour la quasi-totalité des producteurs agricoles. Les types d'aménagements hydro-agricoles existants utilisés par les producteurs sont des aménagements simples constitués d'ouvrages traditionnels et d'ouvrages améliorés (puits busés, barrage amélioré en béton avec régulateur de débit, vanne de distribution améliorée, ouvrage de dérivation en matériaux locaux).

Sécurité alimentaire

En 1990-1992, le nombre de personnes sous-alimentées et leur proportion par rapport à la population totale étaient respectivement de 1,5 million et 50%. Les chiffres correspondants pour 2001-2003 étaient 1,6 million et 44%.

En octobre 2002 et mars 2003, la situation a été aggravée par les troubles politico-militaires qui ont secoué le pays. Ceux-ci ont occasionné entre autres des déplacements massifs de population, tant à l'intérieur du pays que vers les pays voisins, d'importants dommages matériels et des destructions de moyens de productions chez les ruraux, en particulier dans la partie nord-ouest, considérée comme le grenier du pays.

La production de manioc et de légumineuses assure une couverture à peine satisfaisante des besoins et les disparités régionales, liées à la quasi-absence d'échanges de produits vivriers entre les zones de production et les zones déficitaires enclavées et vulnérables, sont aggravées par les déficits en céréales, sucre et matières grasses. Les zones déficitaires sont les zones céréalières qui se répartissent entre l'extrême est et le nord-est. Elles vivent en autarcie, coupées du reste du pays pendant 4 à 5 mois de l'année à cause des inondations pendant la saison des pluies.

La dernière évaluation réalisée de mars à mai 2004 par le Programme alimentaire mondial (PAM) fait état d'une dégradation continue de la situation au regard de la sécurité alimentaire. Dans les zones les plus touchées, plus de 50% de ménages ont perdu leur revenu minimal.

Balance commerciale agricole

La contribution de l'agriculture dans le total des exportations a fortement varié depuis la fin des années. Ainsi, elle est passée de 48,5% du total des exportations en 1979-1981 à 18,1% en 1999-2001 avant de chuter à 0,5% en 2004. Parallèlement à cette évolution, la part des importations agricoles dans le total des importations est restée globalement stable, représentant entre un cinquième et un quart des importations totales.

En valeur, les importations agricoles sont passées de 22,5 millions de dollars EU en 2002 à 29,3 millions de dollars EU en 2004, soit une augmentation de 6,8 millions tandis que les exportations agricoles sont passées de 33,8 millions de dollars EU en 2002 à 0,73 millions de dollars EU en 2004, soit une diminution de 33 millions.



Ceci s'est traduit par des variations très importantes dans la balance commerciale agricole du pays. En effet, le surplus du commerce agricole de 11.3 millions de dollars EU en 2002 est devenu un déficit de 28.6 millions de dollars EU en 2004.

Les principaux produits agricoles importés par le pays sont la farine de blé, le sucre raffiné et le tabac manufacturé, qui en 2004 représentaient approximativement 50% du total des produits agricoles

importés (en valeur). Le principal produit agricole exporté par le pays est le café vert, qui en 2004 représentait approximativement 81% du total des produits agricoles exportés (en valeur).

1.2 RESSOURCES EN EAU ET HYDROÉLECTRICITÉ

La République Centrafricaine dispose de par l'abondance des pluies et le profil topographique d'ensemble dispose d'importantes ressources en eau. Ces ressources en eau proviennent en majorité des bassins du Lac Tchad au Nord et du fleuve Congo au Sud. Chaque bassin est caractérisé par de nombreux cours d'eau dont les débits varient entre 50 m³/s en mars et avril et 800 m³/s entre août et octobre pour le premier bassin, et de 800 m³/s à 9 500 m³/s pour le deuxième bassin. Au niveau du bassin du Chari, les eaux sont drainées vers le nord en direction du lac Tchad qui devient le réservoir de

captage. Les eaux du bassin oubanguien sont drainées vers le sud en direction de la mer. La densité des cours d'eau dans chaque bassin, le régime et les débits de l'écoulement font que la République Centrafricaine est bien drainée.

La situation du potentiel en eau est cependant préoccupante. Ces deux bassins constituent de véritables châteaux d'eau pour les pays d'Afrique centrale. Malheureusement ils connaissent deux problèmes majeurs: i) leur volume baisse régulièrement d'année en année; ii) la qualité des eaux de surface se dégrade elle aussi, particulièrement l'eau des rivières, des sources, des marigots et des puits traditionnels qui fournissent l'eau de consommation à plus de 60% de la population. L'eau de forage et l'eau courante restent des denrées rares pour la majorité des centrafricains.

S'agissant de l'énergie, en 1992, la quasi-totalité de la population (87% en 2001) utilisait du bois de combustion pour la plupart de ses besoins et ou des produits pétroliers importés (10,9 %). Seul 1,4% de la consommation finale d'énergie provenait de l'hydroélectricité. En effet, en dépit de ses ressources en eau, le pays ne dispose que de 2 centrales hydroélectriques que sont Boali 1 et de Boali 2 construites respectivement en 1954 et 1976 et qui n'alimentent que la ville de Bangui. Depuis leur installation, ces usines n'ont connu que quelques révisions partielles et sont aujourd'hui dans un état de délabrement très avancé. La quantité d'eau stockée est l'ordre de 250 millions de m³ et la puissance installée est de 8 700 KW pour Boali 1 et 9 900 KW pour Boali 2, soit une puissance totale de 18 600 KW. Même si Boali 1 est à ses limites, Boali 2 peut voir sa capacité doublée à mesure qu'on lui assure des équipements additionnels. En 1991, une troisième centrale hydroélectrique, Boali 3, a été mise en eau mais faute d'équipements, à ce jour elle n'est pas totalement fonctionnelle.

La mise en valeur de tous les sites hydro énergétiques existants constituerait une disponibilité de 500MW, soit plus de 15 fois la puissance installée à Boali et une production annuelle en énergie électrique de 2 800 GW soit 40 fois la production actuelle de Boali.

En 2003, le taux d'accès à l'électricité de la population s'élevait à 3% au plan national, 10% à Bangui, 1% au niveau des centres secondaires, et un taux quasiment nul en milieu rural qui abrite la plupart des populations pauvres.

1.3 CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique en République Centrafricaine est caractérisé par l'accroissement de la fréquence, de l'intensité et de la persistance des conditions climatiques et météorologiques, de leurs valeurs extrêmes et de la variation de leurs bornes dans le temps et dans l'espace. S'agissant par exemple de la pluviométrie, le changement climatique se traduira par des inondations, des températures extrêmes, des vagues de chaleurs et des sécheresses dans certaines zones et régions.

L'agriculture, socle de l'économie de la République Centrafricaine, est très vulnérable face au climat. La situation de base, c'est-à-dire sans changement climatique montre que les rendements et les productions agropastorales sont très faibles et n'arrivent pas à satisfaire entièrement les besoins alimentaires des populations, encore moins dégager un surplus commercialisable. La situation avec des changements importants du climat pourrait se présenter ainsi : Dans le cas d'une augmentation de température associée à une forte diminution ou une augmentation de la pluviométrie, on assisterait à des baisses plus drastiques de rendement et de production. Cela induirait des répercussions très négatives sur la population dont la pauvreté pourrait s'accroître et rendrait l'Etat déficitaire et dépendant de l'extérieur.

Par ailleurs, l'hydroélectricité constitue la principale source d'électricité en Centrafrique et sa productibilité est intimement liée à la variation pluviométrique. Par conséquent, les brusques variations de pluviométrie et de température sont susceptibles d'affecter le secteur énergétique en Centrafrique et aggraveraient les situations existantes déjà perturbées par les variabilités climatiques naturelles (sécheresses).

2. STRATÉGIES NATIONALES POUR L'EAU, L'AGRICULTURE ET L'ÉNERGIE

2.1 CONTEXTE POLITIQUE

Dans le cadre de la stratégie de reconstruction et de relance pour la réduction de la pauvreté élaborée par le gouvernement dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), le développement régional intégré du secteur agricole est une composante essentielle. En effet, le secteur rural constitue un secteur stratégique pour la lutte contre la pauvreté et la faim. Par conséquent, le gouvernement entend réaliser une performance soutenue et durable de l'activité agricole, correspondant en termes réels à une croissance moyenne annuelle de 4% entre 2005 et 2015. Pour cela, plusieurs mesures sont prévues, parmi lesquelles un vaste programme d'infrastructures de soutien à la production, la distribution et la commercialisation qui comprend entre autres : la réhabilitation des pistes rurales et des infrastructures de commercialisation, l'hydraulique rurale, la construction de microbarrages et de retenues d'eau, l'aménagement et la valorisation des bas-fonds, la gestion et la maintenance des ouvrages hydrauliques.

En matière d'irrigation, le gouvernement entendait dès le Sommet mondial de l'alimentation (1996) mettre en œuvre des stratégies axées sur le développement de la culture irriguée. Les objectifs à l'horizon 2010 étaient alors: i) l'aménagement de 3 000 ha de bas-fonds et de 1 000 ha de petits périmètres maraîchers et la réhabilitation de 100 ha; ii) la réalisation d'un schéma directeur du secteur eau et l'identification de projets intégrés; iii) la promotion des cultures maraîchères et de celles à haute valeur ajoutée dans les zones périurbaines et à forte densité; et iv) la formation des cadres et des producteurs et l'organisation de la commercialisation.

En 2003, les stratégies ont légèrement évolué et passent désormais par la maîtrise et la gestion de l'eau, la concrétisation du programme d'infrastructure, et la gestion et la préservation des ressources naturelles. Les perspectives pour 2015 sont donc: i) le développement de l'irrigation privée en visant des objectifs concrets; ii) la réponse aux urgences et les efforts de remise en état du développement agricole à moyen terme avec une bonne harmonisation des interventions; et iii) la mise en place d'un système d'encadrement privé.

De plus, dans le cadre de l'intensification des productions agricoles, les productions maraîchères apparaissent de plus en plus prometteuses en raison de leurs caractéristiques spécifiques qui contribuent à l'intensification de l'agriculture et de l'occupation des sols et de la valorisation optimale de l'eau.

Dans le domaine de l'énergie, l'objectif est d'assurer à la population tant des villes que du milieu rural de branchements électriques individuels et collectifs. Sur le plan stratégique des actions prioritaires sont prévues d'être menées en trois axes : i) La poursuite de la restructuration du secteur ; ii) la diversification des sources énergétiques qui passe entre autres par la construction des microbarrages hydroélectriques ; iii) l'amélioration de la capacité de gestion des hydrocarbures. Par ailleurs les autorités compétentes comptent dans un proche avenir élaborer un Plan d'Action prévoyant de promouvoir l'électricité rurale à faible coût.

Dans le cadre de l'atténuation des effets du changement climatique, les mesures stratégiques proposées tiennent compte de la situation actuelle de vulnérabilité du secteur agricole, du secteur de l'eau et des ressources naturelles et du secteur de l'énergie. Ces mesures prévoient d'adopter une gestion intégrée dans les différents domaines d'activités en tenant également compte de la nécessité de renforcer les capacités adaptatives à long terme en vue de lutter contre les effets néfastes et de capitaliser les effets positifs des changements climatiques.

2.2 ENVELOPPE D'INVESTISSEMENT

D'après le Programme national d'investissement à moyen terme de la République Centrafricaine, le portefeuille des projets en cours est relativement réduit en nombre et en volume de financement. Beaucoup de projets de développement sont sur le point de s'achever et peu de nouveaux projets ont dépassé le stade de la préparation. Les derniers projets mis en place concernent essentiellement les besoins d'urgence et de reconstitution des capacités productives, suite aux destructions de 2002 et 2003. Une reprise conséquente de l'assistance extérieure peut être attendue avec la restauration de l'Etat de droit.

L'enveloppe d'investissement pour le court, moyen et le long terme est présentée dans le tableau ci-dessous et exprimée en millions de dollars EU. Le besoin total en investissement est estimé à 199 millions de dollars EU. Elle a été établie sur la base du PDDAA du NEPAD et d'autres exercices de

projection des besoins en investissement réalisés par la Direction des investissements (Mini Plan), Agence Centrafricaine d'Electrification rurale (ACER), Ministère Energie et hydraulique.

Échelle de temps	Type d'investissement (millions \$EU)			
	Contrôle de l'eau à petite échelle	Réhabilitation des grands périmètres	Grands projets hydrauliques	Total
Court terme	99	0	1.4	100
Moyen terme	63	0	3.8	67
Long terme	31	0	1	32
Total	193	0	6.2	199

2.3 PORTEFEUILLE DE PROJETS

La section 3 présente les projets récemment achevés, les projets en cours et les projets en attente de financement (projet en voie de financement ou idées de projets).

3. PROFILS DE PROJETS (EN COURS OU EN PROJET)

Titre du projet	Partenaire financier	Période	Budget total	Description
I. PROJETS RÉCEMMENT ACHEVÉS				
Introduction de techniques de Maitrise de l'eau à faible cout	FAO	2002-2004	380.000 USD	Composante maitrise de l'eau du PSSA, introduction de techniques d'irrigation à faible couts
II. PROJETS EN COURS				
III. PROJETS EN VOIE DE FINANCEMENT ET IDEES DE PROJETS				
Hydroélectricité en zone urbaine (Baidou)	Partenaires à rechercher		2.588.889 USD	
Hydroélectricité en zone urbaine (BRIA)	Partenaires à rechercher		555.556 USD	
Hydroélectricité en zone urbaine (Toutoubou)	Partenaires à rechercher		4.803.556 USD	
Hydroélectricité en zone urbain (Baidou)	Partenaires à rechercher		3.614.067	

ANNEXE 1: CARTE DU CONTRÔLE DE L'EAU EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



ANNEXE 2: STATISTIQUES NATIONALES

Pays et population			
Superficie du pays	2005	62300	1000 ha
Superficie cultivée en % de la superficie totale du pays	2005	3.2	%
Population totale	2005	4038	1000 habitants
• dont rurale	2005	56	%
Population active dans le secteur agricole	2005	1281	1000 habitants
• en % de la population active	2005	68	%
• féminine	2005	51	%
• masculine	2005	49	%
Economie et développement			
Produit intérieur brut (PIB)	2007	1712	millions US\$/an
• valeur ajoutée du secteur agricole (% du PIB)	2006	55.83	%
• PIB par habitant	2007	394	US\$/an
Accès aux sources améliorées d'eau potable			
Population totale	2006	66	%
Population urbaine	2006	90	%
Population rurale	2006	51	%
L'eau: ressources et prélèvement			
Précipitations moyennes	2007	836.7	10 ⁹ m ³ /an
Ressources en eau renouvelables réelles totales	2007	144.4	10 ⁹ m ³ /an
Indice de dépendance	2007	2.4	%
Ressources en eau renouvelables réelles totales par habitant	2007	35760	m ³ /an
Capacité totale des barrages			10 ⁹ m ³
Prélèvement total en eau	2000	0.025	10 ⁹ m ³ /an
• en % des ressources en eau renouvelables réelles totales	2000	0.02	%
IRRIGATION ET DRAINAGE			
Potentiel d'irrigation	2007	1900	1000 ha
Contrôle de l'eau			
Superficie totale équipée pour l'irrigation	1987	0.135	1000 ha
• en % de la superficie cultivée	1987	0.01	%
• augmentation par an			%
• Superficie irriguée par pompage en % de la superficie équipée			%
• partie de la superficie équipée réellement irriguée	1987	51	%
Marais et bas-fonds cultivés non équipés	1987	1	1000 ha
Superficie en cultures de décrue non équipée			1000 ha
Superficie totale avec contrôle de l'eau	1987	0.635	1000 ha
• en % de la superficie cultivée			%
• superficie drainée en % de la superficie cultivée			%
Périmètres en maîtrise totale/partielle			
Périmètres d'irrigation de petite taille (<ha)			1000 ha
Périmètres d'irrigation de taille moyenne (- ha)			1000 ha
Périmètres d'irrigation de grande taille (>ha)			1000 ha
Cultures irriguées			
Blé			1000 ha
Riz			1000 ha
Orge			1000 ha
Mais			1000 ha
Millet			1000 ha
Sorgho			1000 ha
Autres céréales			1000 ha
Pommes de terre			1000 ha
Patates douces			1000 ha
Manioc			1000 ha
Autres racines et tubercules			1000 ha
Canne à sucre			1000 ha
Betteraves à sucre			1000 ha
Bananes			1000 ha
Agrume			1000 ha
Graines de cacao			1000 ha
Café			1000 ha
Thé			1000 ha
Tabac			1000 ha
Coton			1000 ha
Palmier à huile			1000 ha
Soja			1000 ha
Arachides			1000 ha
Tournesol			1000 ha
Sésame			1000 ha
Noix de coco			1000 ha
Fleurs			1000 ha
Autres cultures annuelles			1000 ha
Autres cultures pérennes			1000 ha
INDICATEURS ÉNERGÉTIQUES			

Production d'énergie	Mtep
Importations nettes	Mtep
Approvisionnement total d'énergie primaire (ATEP)	Mtep
- ATEP par habitant	tep/capita
- ATEP/PIB	tep/mille 2000 US\$
- ATEP/PIB (PPA)	tep/mille 2000 US\$ PPA
Consommation d'électricité (CE)	TWh
- CE par habitant	kWh/capita

APPROVISIONNEMENT D'ENERGIE PRIMAIRE (ANNÉE)*

	Charbon	Gaz	Pétrole brut	Produits pétroliers	Hydrauli que	Autres Renouvelables et perte	Autres	TOTAL
Production								
Importations								
Exportations								
Soutes maritimes internationales								
Stocks								
Approvisionnement total d'énergie primaire								

*Mille de tonnes d'équivalent pétrole (kep) sur une base nette de valeur calorifique.

RÉFÉRENCES

- AQUASTAT - Système d'information de la FAO sur l'eau et l'agriculture.
http://www.fao.org/nr/water/aquastat/countries/cent_afr_rep/indexfra.stm
- NEPAD, FAO. Programme national d'investissement à moyen terme. République Centrafricaine. Décembre 2005
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/af963f/af963f00.pdf>
- The commercial import/Trade and Food Security (TFS) database, FAOSTAT, 2004.
<http://faostat.fao.org/site/342/default.aspx>
- FAO. Statistics Division. Central African Republic. Monitoring progress towards hunger reduction goals of the World Food Summit (WFS) and the Millennium Declaration (MD)
http://www.fao.org/ES/ess/mdg_kit/pdf/CentralAfricanRep_e.pdf
- FAO Indicators. Country: BURUNDI. Prepared by ESSGA, November 2006
http://www.fao.org/es/ESS/compendium_2006/pdf/CAF_ESS_E.pdf
- République Centrafricaine-UNFCCC. Programme d'action national d'adaptation (PANA) au changement climatique. Mai 2008
<http://unfccc.int/resource/docs/napa/caf01f.pdf>
- Ministère de l'Agriculture, annuaire statistique agricole, 1996
- Direction des investissements (Ministère du Plan)
- Agence Centrafricaine d'Electrification rurale (ACER)
- Ministère Energie et hydraulique
- Rapport d'étude sur l'état des lieux de l'hydraulique agricole en RCA, Bureau sous-régional FAO pour l'Afrique Centrale, 2008
- République Centrafricaine. Document stratégique de réduction de la Pauvreté.
http://www.cf.undp.org/DSRP/CAR_PRSP_FRA.pdf